La longue guerre civile qui a affecté pendant dix ans la Sierra Leone, bien connue en Occident pour l'utilisation qui y fut faite des « enfants-soldats », a été interprétée par divers analystes comme une crise de la jeunesse. Mais, en général, lorsque ces derniers parlent des jeunes ou des enfants-soldats en Afrique, ils font avant tout référence aux jeunes garçons. Par: Susan Shepler, University of California
 Paul Richards montrait que l'engagement des adolescents dans la rébellion pouvait être expliqué par le processus d'exclusion politique et économique dont les jeunes avaient été victimes durant les années de règne du parti unique avant le déclenchement de la guerre civile. Or, le livre de Richards concernait exclusivement les garçons, alors que l'on sait que les filles sont encore plus vulnérables à ces phénomènes d'exclusion liés à la crise économique et politique. Peu de travaux ont été consacrés à la participation des jeunes femmes à la guerre, et encore moins aux possibilités de leur reconversion dans la société d'après-guerre. Pourtant, selon certaines estimations, elles constituaient plus du tiers de la population d'enfants enrôlés par les groupes rebelles en Sierra Leone. Après le retour officiel à la paix en janvier 2002 et les élections relativement transparentes qui suivirent en mai de la même année, les esprits se sont naturellement tournés vers les questions pressantes de reconstruction des infrastructures. Les réfugiés et les personnes déplacées ont retrouvé leurs lieux d'origine. Mais le processus de reconstruction nationale n'est pas uniquement physique et matériel. Dans la Sierra Leone d'aujourd'hui, des luttes âpres et récurrentes se font jour au sujet des revenus des anciens combattants, bien sûr, mais aussi et surtout de la forme que doit prendre la société d'après-guerre et des changements à accomplir pour éviter un retour à une situation conflictuelle initiale. Parmi ces enjeux figure notamment la question de la réinsertion des enfants-soldats. Dans cet article, je m'intéresserai davantage aux trajectoires de ces jeunes filles après la guerre qu'à la description de la manière dont elles se sont retrouvées impliquées dans les combats ou de leur action durant le conflit. Les questions de leur recrutement et de leur participation ont certes été mentionnées dans de nombreux rapports sur les droits de l'homme, mais les implications culturelles de ce processus méritent d'être davantage explorées. Or, à la fin de la guerre, il est devenu impossible de conduire des entretiens ethnographiques avec ces filles autrement que sur le registre de la mémoire. Des entretiens ont néanmoins été conduits dans tout le pays, durant dix-huit mois d'enquêtes de terrain, dans des centres de prise en charge pour enfants-soldats démobilisés, mais aussi dans des villages et des villes où ils ont été réintégrés. 4L'argument central qui sera développé ici est que ces filles et ces femmes qui ont été liées aux groupes armés sierra-léonais peuvent opter pour différentes stratégies et trajectoires identitaires dans cette période de reconstruction d'après-guerre – sachant qu'elles se heurtent à un discours

explicitement moral sur leur participation à la guerre. Après avoir donné quelques indications sur le groupe de filles étudié, je montrerai, à travers des exemples concrets, en quoi le processus de réintégration sociale des jeunes filles soldats se différencie de celui des garçons. Je terminerai par une discussion de quelques-uns des problèmes relatifs aux programmes de réintégration conduits par des organisations telles que l'Unicef à la lumière des questions dont je traite ici.
  <h3 style="text-align: justify;">LA POPULATION DES FILLES-SOLDATS</h3> Plutôt que de « filles-soldats », il serait peut-être plus approprié de parler de « filles associées aux groupes armés ». Selon la terminologie arrêtée par l'Unicef dans ce qu'on appelle les « principes du Cap », on trouve la définition suivante : « "Enfant-soldat" désigne toute personne de moins de 18 ans qui prend part sous une forme quelconque à une force armée régulière ou irrégulière ou à un groupe armé de quelque capacité qu'il soit, y compris mais, sans y être limités, les cuisiniers, les porteurs, les messagers, et ceux accompagnant de tels groupes, autrement que comme membres de leurs familles. Cela inclut les filles, à des fins sexuelles ou par mariage forcé. Il ne fait donc pas seulement référence aux enfants qui portent ou ont porté des armes
» Dans le cas de la Sierra Leone, les filles ont été pour la plupart associées au Front révolutionnaire uni (Ruf) et, dans une certaine mesure, aux forces armées gouvernementales (en particulier aux AFRC – Armed Forces Revolutionary Council – qui avaient pris le pouvoir à la suite d'une alliance avec le Ruf en 1997). En revanche, elles étaient généralement moins présentes dans les rangs des Forces de défense civile (les CDF issues des milices kamajors). On peut distinguer différents modèles d'intégration : certaines furent enlevées, d'autres recherchaient une protection, quelques-unes semblent s'être engagées sous la pression familiale. On peut également dégager différents types d'expériences : beaucoup ont été violées et exploitées à des fins sexuelles, même si certaines avouent avoir noué des liens avec des commandants pour obtenir une protection ; quelques-unes étaient utilisées comme domestiques et accomplissaient des tâches ménagères de cuisine, de ménage, etc. ; certaines sont devenues des combattantes, et même quelquefois des commandants respectés; certains des enfants-soldats que j'ai interviewés m'ont affirmé que les jeunes « épouses » des chefs rebelles avaient un pouvoir considérable et travaillaient rarement elles-mêmes, puisqu'elles disposaient de contingents de jeunes garçons pour le faire à leur place. Pour ancrer la notion de fille-soldat dans le réel de la Sierra Leone, je vais raconter l'histoire d'une fille rencontrée au cours de mon enquête. Sans être particulièrement représentative, celle-ci est révélatrice des forces en jeu et met bien en évidence la diversité des expériences. Elle montre également la nature complexe de la participation à la guerre et quelques-unes des motivations de l'engagement dans les groupes armés. Il ne s'agit pas seulement d'un cas de victimisation, bien que ce facteur joue clairement un rôle. On voit là que des initiatives personnelles et des décisions stratégiques sont prises par les victimes pendant et après la

guerre. Nous sommes rencontrées en mai 2001. Je l'appellerai Aminata. Elle vit près de la capitale, dans un petit village dont le père est le chef. Au début de l'année 1999, les rebelles venaient d'être chassés de Freetown après une occupation de six semaines. Au cours de leur retraite, ils s'arrêtaient dans de petits villages tout au long de la route, où ils se livraient au pillage et à la destruction, envoyant des messages d'intimidation à la population et utilisant les tactiques classiques de la terreur. Les habitants vécurent ainsi sous le contrôle des rebelles durant plusieurs mois, trop effrayés pour fuir, travaillant pour les rebelles, au profit desquels étaient notamment moissonnées les récoltes. Aminata avait été violée au tout début de l'occupation. À ce moment-là, elle avait quatorze ans. Son père décida qu'il était dans l'intérêt de sa fille d'être confiée à Mammy Haja, une dame qui voyageait et collaborait avec les rebelles, leur vendant de la drogue et toutes les marchandises qu'ils ne pouvaient pas obtenir par le pillage. Aminata me raconta l'histoire de la manière suivante : « Elle dit: "Pa, je veux ta fille. Pourquoi ne me la confies-tu pas maintenant avant qu'un autre homme ne vienne et la prenne.&#65533; Alors, Papa dit, "OK !, je vais le dire à sa mère&#65533;. Parce qu'à ce moment-là, ils avaient déjà pris toutes mes camarades. Les hommes les avaient toutes prises et les avaient amenées à Blama. Alors ma mère a dit OK, avant que les rebelles viennent me prendre et m'emporter, elle a laissé mon père me donner à la femme. […] Il me laissa entre les mains de la femme. À ce moment-là, lorsque j'étais avec la femme, je n'étais plus avec n'importe quel homme de nouveau. J'étais entre les mains de la femme. » Le père d'Aminata me confia de son côté qu'il ne pensait pas que la séparation serait aussi longue. Mammy Haja emmena Aminata avec elle. Les rebelles avaient également enrôlé tous les jeunes garçons et les jeunes hommes pour s'entraîner. Les adultes du village avaient le cœur brisé, ne sachant quand ils reverraient leurs enfants. Durant cette période, Aminata a souvent été envoyée à Freetown pour acheter de la drogue – surtout une forme brute d'héroïne et de la cocaïne – qu'elle rapportait ensuite aux combattants. « Il y avait des barrages, mais je n'avais aucun problème pour passer. Lorsque j'arrivais à un poste de contrôle, on me disait "passe, fillette !&#65533;, et je passais. Ils ne me contrôlaient pas. Ils ne savaient pas que je venais d'un endroit tenu par les rebelles. » Aminata savait que si elle essayait de s'enfuir elle serait retrouvée et peut-être même tuée. Finalement, sa famille put obtenir sa libération ; la jeune fille suit maintenant les cours du lycée au milieu d'autres ex-enfants-soldats. Elle dit que ces jours-là sont difficiles à oublier. Elle voit toujours certains de ceux qui l'ont enlevée, des hommes qui ont été recyclés comme membres de l'armée nationale, placés à des postes de contrôle près du village. Elle n'a jamais suivi un programme formel de démobilisation et, de ce fait, ne peut bénéficier des programmes offerts par les ONG aux autres ex-enfants-soldats – sur environ vingt jeunes enlevés dans son village, seuls trois ont pu profiter de ces programmes. L'histoire d'Aminata est intéressante à plusieurs égards. On y retrouve nombre des éléments qui caractérisent habituellement les trajectoires d'enfants-soldats (enlèvement, abus sexuel…).

Mais ici, en l'occurrence, il n'y a pas eu à proprement parler d'enlèvement : son père l'a volontairement livrée dans un effort pour la protéger. Elle n'a jamais porté d'arme, mais a joué un rôle d'appui. Elle n'était pas avec un commandant mais se déplaçait avec les rebelles, aux côtés de quelqu'un qui se voyait comme sa mère adoptive. Sa préoccupation principale, maintenant, est de savoir comment se faire enregistrer pour accéder aux avantages qu'elle a vu d'autres obtenir. Les données sur les filles-soldats sont difficiles à obtenir. Conciliation Resourcesestimait en 1997 que 10 000 femmes avaient été associées au Ruf. Dans le rapport de l'Unicef sur les exercices de démobilisation et de désarmement au Liberia, on apprend que moins de 2 % des enfants-soldats démobilisés étaient des filles. En Sierra Leone, bien que beaucoup d'estimations font état d'un nombre à peu près égal de filles et de garçons enlevés par les rebelles, le pourcentage des filles dans les programmes formels de démobilisation n'est que d'environ 5 % par rapport aux garçons, un chiffre qui s'explique par la difficulté de collecter des données fiables sur la population des filles-soldats. L'essentiel de ce que nous savons des filles liées aux groupes armés n'ayant pas participé à la démobilisation formelle (la majorité d'entre elles), nous l'avons appris au hasard d'entretiens individuels. Pourtant, les filles-soldats sont souvent mentionnées comme prioritaires dans les documents des Nations unies. Les principes du Cap stipulent qu'une « attention particulière doit être prêtée aux besoins spéciaux des filles et des réponses spécifiques doivent leur être trouvées ». Le rapport rédigé en 1998 par Olara Otunno, le représentant spécial du secrétaire général pour les Enfants et les Conflits armés, décrivait certes avec force détails la situation en Sierra Leone, mais ne faisait aucune mention de programmes spéciaux orientés vers les besoins des filles. Dans une section portant sur « la promotion de la recherche sur des enjeux thématiques », O. Otunno affirme que des investigations plus poussées devraient être conduites sur les abus sexuels et la violence à l'encontre des jeunes filles et des jeunes garçons. Il conclue également que des recherches supplémentaires restent à mener sur les systèmes de valeurs locaux, en particulier les valeurs qui promeuvent la protection de l'enfant et les moyens de les renforcer. En particulier, il recommande de s'efforcer d'appuyer les sociétés d'initiation Sande et Poro que les garçons et filles rejoignent respectivement pour devenir adultes socialement, mais il est peu explicite quant à la forme éventuelle que devrait prendre cet appui. En réalité, il y a peu de programmes pour les filles-soldats, et l'on connaît peu de choses sur ceux qui existent. K. David rapporte qu'au Liberia « les filles-soldats n'étaient pas ciblées comme groupe séparé et n'ont guère reçu d'attention particulière dans la conception et la programmation des exercices de démobilisation. Du coup, un très petit nombre d'entre elles a été démobilisé et le personnel de démobilisation a souvent dû faire face au dilemme de trouver un endroit pour les filles non accompagnées, alors même que les camps de transit étaient déjà pleins de garçons désenrôlés ». En Sierra Leone, quelques filles ont certes été réinsérées par l'intermédiaire du système formel, « exposées » dans les centres de soins provisoires (CSP), mais leur nombre était fort peu élevé et elles n'ont guère été bien suivies. Bien que le nombre des filles dans les centres de soins soit peu élevé comparativement à leur nombre estimé dans les rangs du Ruf ou des AFRC, il y a toujours quelques exemples isolés. J'ai rencontré plusieurs de ces ex combattantes dans l'un de ces centres, où elles se distinguent parmi des légions de garçons bagarreurs, notamment au cours

d'un atelier de tissage de gara auquel je participais. Nous étions tous des débutants et passions de longues heures à apprendre des modèles de nœuds. Mariama avait du mal à se concentrer et insistait sur le fait qu'elle était une « civile », en dépit du fait que tous savaient qu'elle avait été « mariée » à un haut commandant du Ruf. Fatu, elle, était agressive et virile dans son vêtement et son maintien, Rugiatu se montrait sérieuse dans son travail, Grâce se vantait auprès des garçons – qui manifestaient une sorte d'incrédulité amusée – de savoir manier un lance-roquette et même d'avoir participé à la prise de Freetown en 1999. A. Brooks rapporte que lorsque les filles-soldats ont été transférées dans les centres de soins provisoires lors de la phase de réintégration, on a pu noter un manque d'attention à leurs besoins spécifiques. Il précise que la méthode de programmation par le profil des bénéficiaires qui avait été utilisée conduisait à privilégier les adolescents mâles. Ce qui ne veut pas dire que rien n'a été tenté. K. David fait état de différents programmes au Liberia ciblant les femmes et les filles, tels que Sarah's Daughters' Home, My Sister's Place. J'en connais également plusieurs en Sierra Leone, par exemple le Conforti Centre, dans l'extrême est de Freetown, conçu pour les jeunes mères qui souhaitent retourner dans leurs communautés. Ce centre fournit à ces femmes un large appui pour assurer la protection et le développement de leurs bébés, leur donne le temps de renouer avec leurs familles et met en place des procédures d'apprentissage destinées à les aider à construire leur avenir. De même, le Forum for African Women Educationalists (FAWE) a développé plusieurs programmes d'appui par l'éducation au bénéfice des jeunes ex-combattantes. Mais le fait est que ces programmes ne sont pas adaptés. Un membre haut placé de l'équipe de l'organisation caritative Save the Children Fund m'a confié son inquiétude à propos du basculement de la plupart des filles-soldats dans la dépression. McKay et Mazurana ont réalisé un important travail comparatif sur les filles-soldats. Selon eux, bien que le phénomène des enfants-soldats soit répandu à travers le monde, une analyse particulière du seul cas de l'Afrique révèle qu'en Angola, au Mozambique, en Ouganda et au Liberia, il existe une tendance similaire à la faible démobilisation formelle des filles. Ces auteurs concluent que « les données […] rassemblées sur les filles-soldats indiquent que les programmes et politiques développés par la majorité des organisations humanitaires nationales et internationales ne sont pas adaptés aux réalités auxquelles les filles font face à l'intérieur des groupes armés et lors des périodes d'après conflits et de reconstruction». Il y a nombre d'explications possibles à cet état de fait ; mais il est évident que de meilleurs programmes restent à concevoir pour régler les problèmes de réintégration des filles. La réintégration des filles en Sierra Leone, par exemple, est différente de celle des garçons et elle reste explicitement liée à la question du genre et des rapports entre les sexes. <h3 style="text-align: justify;">LA RÉINTÉGRATION DES FILLES</h3> Les séquelles de la guerre affectent différemment les garçons et les filles, on le sait, et pourtant les programmes de réintégration ont tendance à être uniformisés au détriment de ces dernières. Non seulement moins de programmes leur sont destinés, mais en plus ceux qui existent ne leur bénéficient pas vraiment. Bien sûr, on trouve aussi des cas de garçons qui se sont réintégrés spontanément, mais cette situation est plus répandue et plus systématique chez les filles. Pourquoi ces programmes n'attirent pas plus ceux pour lesquels ils ont été conçus ? Pour répondre, il faut tenir compte de l'ensemble des possibilités culturelles offertes aux filles. Il est important de

concevoir que leur participation et leur réintégration s'effectuent selon des critères spécifiques de genre et que n'importe quel espoir de compréhension de leur situation exige une approche socioculturelle. 19Dans leur effort pour être acceptés de nouveau au sein de leurs communautés, les garçons tiennent un discours que l'on pourrait qualifier d'« abdication de la responsabilité » : « j'étais drogué », « j'ai été enlevé », « je n'avais pas le choix », etc. De façon intéressante, j'ai découvert que l'argument « je suis seulement un enfant innocent » ne revêt pas la même importance en Sierra Leone que pour un auditoire occidental. D'un autre côté, je n'ai pas entendu de filles utiliser un tel discours. Bien qu'en pratique ils aient souvent vécu la même situation – elles ont été enlevées de la même manière que les garçons –, il y a une hiérarchisation, y compris dans les perceptions de l'activité sexuelle. Même le viol est considéré comme étant de leur faute, ou du moins comme quelque chose qui ne peut facilement s'effacer. Comme l'ont montré mes recherches, il est souvent plus facile pour un garçon de se faire accepter après s'être livré à l'amputation de villageois, que pour une fille qui a été victime d'un viol. Comme le note B. Mansaray, « pour les femmes, la vie ne sera plus jamais pareille. Tandis que les hommes peuvent se déplacer, se remarier et fonder à nouveau des familles, les femmes victimes de viol n'ont pas cette chance. Bien qu'elles aient été victimes, leurs vies sont à jamais gâchées par le stigmate social associé au viol». Cela signifie-t-il que les filles utilisent des stratégies de réintégration différentes ? Elles sont en tout cas plus susceptibles de regagner leur domicile furtivement et anonymement (avec leur grossesse ou leur bébé) et de tout faire pour garder le secret. Leur stratégie consiste à dissimuler la réalité et à nourrir l'espoir d'un mariage éventuel. Cela est notamment dû au statut social qui leur est culturellement accordé. Comme me l'ont expliqué certains de mes informateurs, les filles sont élevées en vue du mariage. Elles ne font pas vraiment partie de la famille puisqu'elles sont destinées à être épousées et à rejoindre une autre famille. Les familles contribuent donc volontiers à maintenir le secret afin que leur fille reste « mariable ». Écrivant sur les stratégies matrimoniales des fille mendé, C. Bledsoe parle des femmes comme d'une monnaie d'échange dans la relation patron-client. Selon elle, « puisque les jeunes femmes portent les enfants et fournissent la plupart de la main-d'œuvre de subsistance et du ménage, les donner en mariage constitue la pierre angulaire des efforts pour créer des obligations envers les clients et les clients potentiels». Pour ces raisons, les filles ont plus de chances d'être réintégrées après la guerre civile sur un mode spontané ou informel. Certaines ont préféré rester avec leurs commandants démobilisés dans les camps, plutôt que de tenter de se réinsérer. Plusieurs analystes suggèrent que les combattants compensent la perte de pouvoir que représente le fait de déposer les armes en maintenant autant d'enfants que possible sous leur contrôle dans les camps. Les filles, notamment, sont gardées sous un contrôle particulier, et leur présence au sein de la population des « disciples des camps » (« camps followers ») contraste nettement avec leur absence dans les centres de soins. Une autre raison pour laquelle les filles pourraient ne pas choisir d'entrer dans les programmes formels de réintégration est qu'ils privilégient la réinsertion par l'école et l'aide scolaire. Or, la plupart des filles en Sierra Leone (en particulier celles qui ont perdu des années de scolarité potentielle quand elles étaient en brousse) ne

fréquentent pas l'école. Les programmes formels ne leur offrent tout simplement pas le type d'aide qu'elles attendent pour atteindre leurs ultimes objectifs : la respectabilité et le mariage. Il existe de nombreux programmes d'apprentissage à la fabrication de savon et au tissage de gara, mais ils sont très critiqués ; la multiplication de ces formations dans tout le pays est en effet telle que le nombre de ceux qui ont suivi ces programmes excèdera largement la demande – sans compter que la production des produits en question requiert un investissement en matière première qui semble difficile à obtenir. Bien sûr, des problèmes similaires ont été relevés à propos des programmes d'apprentissage des garçons, mais, une fois encore, on en revient à la notion de trajectoires sociales différentes pour les garçons et les filles selon la division sexuelle traditionnelle du travail en Sierra Leone. S'il l'on imagine facilement un ancien combattant recevoir une formation de tailleur, se voir donner une machine à coudre et se forger une nouvelle identité locale comme tailleur, il est beaucoup plus rare en revanche de voir une femme réussir à se maintenir toute seule dans cette industrie individuelle. Les jeunes mères sont particulièrement vulnérables. Leurs enfants sont parfois perçus comme les « rebelles » de demain. Certaines sont rejetées par leurs communautés, d'autres les quittent, honteuses de n'avoir su se montrer à la hauteur des rôles qui leur étaient prescrits. L'une des conséquences de cette situation est la croissance du nombre de prostituées dans les villes, ou encore le retour des jeunes femmes dans le giron des « commandants » restés en brousse. Certaines organisations font d'ailleurs face au problème des filles-mères en les encourageant à épouser leurs commandants ou d'anciens ravisseurs. Même si, à l'évidence, une telle position est délicate, il est un fait que, culturellement, le mariage résout pour une part le problème de réintégration des filles d'une manière inaccessible aux garçons. Personne ne suggérerait en effet que les garçons officialisent leur rapport à leurs anciens ravisseurs. Il existe toutefois un débat sur la question de savoir s'il ne faudrait pas marier entre eux les anciens garçons et filles issus de la rébellion. Les membres du personnel d'une ONG de protection des enfants, qui anime un centre de soins provisoire et offre également des facilités de soins alternatifs aux enfants des anciens combattants, semblaient très fiers de ce que deux de leurs cas les plus difficiles – un garçon et une fille ex-rebelles du Ruf – avaient été mariés par le prêtre même qui avait lancé le programme. L'organisation cherche maintenant à s'approprier la formule. J'ai entendu nombre de gens suggérer cette stratégie. Lors d'une discussion avec un jeune avocat sierra-léonais de mes connaissances, je lui ai demandé s'il lui semblait juste que « les filles rebelles » soient moins facilement acceptées dans la société que « les garçons rebelles ». Tout en concédant que ça ne l'était pas, il m'a avoué que, de son point de vue, cela lui semblait inévitable : « Je ne voudrais pas que ces filles se marient dans ma famille », expliqua-t-il. Selon lui, la solution résidait dans le mariage entre garçons et filles soldats afin, notamment, de régler le problème du stigmate. Cette stratégie n'est d'ailleurs pas suggérée uniquement pour les anciens combattants. Le Forum national pour les droits humains rapporte même que, « dans quelques parties du pays, les auteurs de viol sont encouragés à épouser la victime». <p style="text-align:

justify;">25Pour finir sur une note plus positive, on peut dire que des changements sont toutefois intervenus dans la condition des filles et des femmes en Sierra Leone. Le rapport sur les droits de l'homme en Sierra Leone rendu par le Search for Common Ground Report révèle que beaucoup de Sierra-Léonais parlent curieusement d'« effets positifs de la guerre ». Ils font des remarques du type : « Il y a eu une prise de conscience. Nous ne pourrons plus revenir en arrière. » Plusieurs informateurs évoquent notamment une nouvelle appréciation du rôle des femmes dans la société sierra-léonaise. Cela peut-être imputé aux luttes menées par celles-ci pour soutenir leurs familles lors des déplacements. Certaines filles-mères sont effectivement revenues et ont été acceptées par leurs familles et leurs communautés. Ainsi, la mère d'une fille enlevée par les rebelles m'a dit fièrement qu'elle avait accepté le retour de sa fille, dont elle élevait le bébé comme le sien, et que, malgré plusieurs années d'interruption dans la scolarité de l'adolescente, celle-ci était maintenant la meilleure de sa classe. Cette population de filles conduit à remettre partiellement en cause les schémas et cursus traditionnels selon lesquels les filles mères sont systématiquement amenées à abandonner la scolarité. Bien que j'aie beaucoup insisté sur l'impact inégalitaire d'un discours moral et sur la vocation traditionnelle des filles à être prioritairement mariées, il est incontestable que l'un des résultats inattendus de ce conflit est que les pratiques et les idéologies relatives à la jeunesse et au genre en Sierra Leone ont été quelque peu modifiées par l'existence de cette population de filles affectées par la guerre.
 <h3 style="text-align: justify;">L'INÉGALITÉ SEXUELLE COMME VIOLENCE STRUCTURELLE</h3> Il reste que, malgré les menus changements intervenus, les relations de pouvoir inhérentes au système patriarcal et gérontocratique en Sierra Leone n'ont pas été créées par la guerre et, dans une large mesure, lui ont survécu sans subir d'altération majeure. Il est en effet impératif d'établir un lien entre, d'une part l'inégalité des sexes comme violence structurelle, et d'autre part la violence exceptionnelle et plus spectaculaire de la guerre. D'autres auteurs ont déjà noté des continuités entre les atrocités de la période précédant la guerre et les atrocités de la guerre civile, mais il est également possible d'établir ce lien dans la période de l'après-guerre. Pour ce faire, je voudrais ici évoquer la célèbre étude conjointe du HCR et de l'ONG britannique Save the Children, publiée en février 2002, dans laquelle les déplacés et les enfants de réfugiés affirmaient aux enquêteurs que les travailleurs humanitaires et certains membres des forces de sécurité obtenaient des faveurs sexuelles en échange de la nourriture et d'autres services. Ce phénomène, dont la presse s'est largement fait l'écho, évoquant le scandale du « sexe-contre-la-nourriture », avait créé un choc dans les médias occidentaux au point que Kofi Annan avait dû exiger des poursuites et des actions au plus haut niveau. Aucun Sierra-Léonais de ma connaissance n'en fut cependant étonné. J'inclus ici également le phénomène répandu des filles et des femmes qui se lient aux troupes de l'Ecomog et de l'Unamsil, parfois à l'initiative de leurs parents. Lors d'un voyage effectué en camion collectif entre Freetown et l'intérieur du pays, nous fûmes arrêtés à l'un des nombreux postes de contrôle le long de la route, où le chauffeur, par

l'intermédiaire de son apprenti, payait un « petit quelque chose » à la police. Deux soldats de l'Ecomog, armés de fusils, se sont approchés du chauffeur pour lui demander de prendre l'un de leurs camarades et sa petite amie. Le chauffeur ne pouvait guère refuser ces deux nouveaux passagers, qui s'installèrent près de la porte. La fille, âgée d'un peu plus de treize ans environ, était habillée de façon provocante (vêtements près du corps) et riait nerveusement. Le soldat criait et fit des signes à ses collègues tout le long de la route. Les autres passagers ont commencé à commenter cette situation désolante dans une langue que la fille pouvait saisir, mais pas le soldat. La réaction de cette dernière fut de tourner le dos et de sourire narquoisement. Quand le couple nous a quittés, les critiques des passagers ont explosé, avec des phrases du type : « Qu'est-ce qui ne va pas avec notre jeunesse aujourd'hui ? Pourquoi mènent-ils de telles vies inutiles ? Pourquoi dédaignent-ils l'éducation? » Cependant, ils se gardaient bien de viser par leur vindicte le soldat de l'Ecomog en tant que tel. Lors de réunions du Comité de protection de l'enfance organisées par le ministère des Affaires sociales (Ministry of Social Welfare, Gender and Children's affairs), le problème de ces jeunes filles qui se rendent dans les camps de l'Unamsil dans l'espoir hypothétique de rencontrer quelque riche Casque bleu des Nations unies, ou au moins d'échanger quelque produit local contre des provisions de nourriture onusienne, a été soulevé. Mais, tandis que le représentant de l'Unamsil à la réunion niait que cela puisse se produire, les Sierra-Léonais n'ont pas semblé étonnés, bien au contraire. « Que pouvons-nous faire ? » a demandé l'un d'eux, « la plupart des temps, ce sont les parents des filles qui les envoient là-bas ». Il y a là une continuité qui ne doit pas être négligée. Les problèmes auxquels sont confrontées les filles n'ont pas commencé et n'ont pas cessé avec la guerre, mais la compréhension de leur « réintégration » exige de saisir la situation des jeunes femmes en Sierra Leone. Qu'est-ce que cela signifie d'être réintégré dans un tel système d'injustice et d'inégalité ? Comment définir une intégration réussie ? Par un retour au statu quo ante ? Ou y a-t-il place pour un autre modèle ? La plupart de ceux qui parlent des jeunes en Afrique font référence aux garçons. Le débat national sur la réintégration des jeunes combattants après la guerre a très peu concerné les filles, qui sont tout simplement absentes de l'agenda de la nation. Les humanitaires travaillant à la réintégration des enfants-soldats conviennent que ces dernières sont découragées par leurs interventions. Ils passent, selon moi, à côté de l'essentiel en adoptant une grille normative qui leur fait voir ces filles comme des victimes passives et les empêche de discerner toute la gamme des issues souhaitables et possibles qu'elles envisagent pour elles-mêmes. Comme le dit E. Burman à propos des conceptions occidentales des enfants touchés par la guerre, « si le prix de l'innocence est la passivité, essayer de faire face au stress et à la privation doit être décrit comme une attitude pathologique ». Nous gagnons beaucoup à prêter attention à la manière dont les filles manœuvrent à travers le système, à observer comment elles perçoivent leur ambivalente capacité d'initiative – quels choix, le cas échéant, elles envisagent pour elles mêmes. L'ethnographie permet d'éclaircir certains éléments qui manquent aux humanitaires, qui ont tendance à considérer toutes les filles comme des victimes. Les agences humanitaires utilisent en effet un modèle qui fonctionne

selon la logique : « dès lors que les enfants étaient captifs, ils étaient des victimes passives ». Maintenant qu’ils sont démobilisés, ils choisissent ce qu’ils veulent être, la formation à recevoir, et la manière de progresser. Tous les anciens enfants-soldats sont supposés passer d’un type d’espace à un autre : là-bas, ils n’avaient pas de capacité d’initiative et n’apprenaient rien, ici, ils ont l’initiative et font quelque chose de mieux pour leur avenir. Le postulat est celui d’une rupture claire. Or, dans la pratique, cette dichotomie est loin d’être aussi nette. Les enfants se trouvent encore, pour une part, aux prises avec les mêmes luttes quotidiennes. Ils doivent toujours affronter la violence structurelle et symbolique dans leur vie de tous les jours. Le point de vue humanitaire néglige ces continuités.
Dans son article sur les représentations occidentales de l’enfance et l’iconographie des catastrophes, E. Burman précise que « les modèles occidentaux de l’enfance tendent à pathologiser l’attitude des enfants et contribuent à promouvoir des dynamiques relationnelles dans les situations d’urgence et les désastres qui reproduisent les rapports de pouvoir existants ». À l’époque du triomphe des commissions de vérité et de réconciliation, j’aimerais terminer sur une note un peu provocatrice. Il me semble que le défi, pour les agences humanitaires, consiste à trouver une façon d’aider les filles à reconstruire leurs vies tout en préservant la culture du secret. D’habitude, quand les analystes politiques parlent de la nécessité de solutions culturellement adaptées dans le cadre de processus de réconciliation nationale, ils cherchent une solution parfaite, par exemple une cérémonie de purification communautaire qui puisse être subventionnée et exécutée. Or, appréhender des pratiques quotidiennes de pardon et de réconciliation exige une compréhension plus nuancée de la culture locale. Dans la mesure où les efforts d’assistance et d’appui actuels ne fonctionnent pas, la seule façon de continuer serait peut-être de trouver une manière de travailler dans le cadre du secret et de la confidentialité, sans complicité pour autant avec la violence, structurelle ou pas.